

Art. 3. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Nos Secrétaires d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
F.-X. de DONNEA

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. BASCOUR

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Société de Développement régional
pour l'Arrondissement de Bruxelles-Capitale

STATUTS

I. Institution et capital

Article 1^{er}. En application de l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, il est institué pour une durée illimitée un organisme de droit public doté de la personnalité civile, dénommé : « Société de Développement régional pour l'Arrondissement de Bruxelles-Capitale », désigné dans les articles qui suivent sous le terme de « Société ». Le ressort géographique de la Société, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 août 1972, couvre l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. § 1^{er}. Le capital de la société est illimité et variable. Son minimum est fixé à 5 700 000 francs.

Il est représenté actuellement par 57 parts de 100 000 F chacune et qui ont été souscrites comme suit :

- a) la province de Brabant : 19 parts;
- b) l'agglomération bruxelloise : 19 parts;
- c) les dix-neuf communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre chacune 1 part, soit en tout 19 parts.

§ 2. Le conseil d'administration statuant comme il est dit à l'article 13, peut agréer de nouveaux associés qui seront :

a) soit des pouvoirs, organismes et associations publics ou d'intérêt public, en ce compris les organismes publics d'économie mixte et les organismes publics chargés d'une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel, et exerçant tout ou partie de leur compétence ou de leur activité sur le territoire de la région bruxelloise;

b) soit des personnes physiques ou morales de droit privé domiciliées ou établies sur le territoire de la Région bruxelloise;

Ces nouveaux associés devront adhérer aux statuts et souscrire au moins une part sociale.

§ 3. Le conseil d'administration peut, avant chaque nouvelle souscription, fixer la valeur de l'avoir social net, constater la valeur réelle de chaque part, incorporer au capital les réserves, profits reportés et autres fonds propres, émettre en représentation de cette augmentation des parts supplémentaires en faveur des titulaires de parts existantes et fixer le cas échéant la prime d'émission qui serait demandée à de nouveaux souscripteurs.

Il peut également émettre des parts non représentatives du capital en faveur des pouvoirs et institutions visés à l'article 2, § 1^{er}, lorsque ceux-ci mettent à la disposition de la Société des moyens financiers notamment sous forme de subsides ou de prise en charge du principal et/ou de l'intérêt d'emprunts.

Ces parts confèrent les mêmes droits que les parts représentatives du capital quant au vote.

Art. 3. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretarissen voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,
F.-X. de DONNEA

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J. BASCOUR

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J.-L. THYS

Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij
voor het Arrondissement Brussel-Hoofdstad

STATUTEN

I. Instellingen en kapitaal

Artikel 1. Bij toepassing van artikel 15, § 1, van de wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, wordt er voor een onbeperkte duur een publiekrechtelijke instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht « Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Arrondissement Brussel-Hoofdstad » genaamd, die in de volgende artikelen onder de benaming « Maatschappij » aangeduid wordt. Overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 augustus 1972 omvat het werkgebied van de Maatschappij het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. § 1. Het kapitaal van de Maatschappij is onbeperkt en veranderlijk. Het minimumkapitaal is vastgesteld op 5 700 000 F.

Het wordt heden vertegenwoordigd door 57 aandelen van elk 100 000 F, waarop als volgt werd ingeschreven :

- a) de provincie Brabant : 19 aandelen;
- b) de agglomeratie Brussel : 19 aandelen;
- c) de 19 gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstad : Anderlecht, Oudergem, Sint-Agatha-Berchem, Brussel, Etterbeek, Evere, Vorst, Ganshoren, Elsene, Jette, Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gilles, Sint-Joost-ten-Node, Schaarbeek, Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe : elk 1 aandeel of samen 19 aandelen.

§ 2. De raad van bestuur kan, met inachtneming van artikel 13, als nieuwe vennoten toelaten :

a) ofwel openbare machten, organismen en verenigingen, of machten, organismen en verenigingen van openbaar nut, met inbegrip van de openbare gemengde economische organismen en de openbare organismen met een statutaire opdracht van commerciële, financiële of industriële aard, en die hun bevoegdheden of activiteiten geheel of gedeeltelijk uitoefenen op het grondgebied van het Brussels Gewest;

b) ofwel natuurlijke of rechtspersonen van privaatrecht die hun woonplaats hebben of gevestigd zijn op het grondgebied van het Brussels Gewest.

De nieuwe vennoten moeten de statuten onderschrijven en inschrijven op minstens één aandeel.

§ 3. Voor elke nieuwe inschrijving op aandelen kan de raad van bestuur de waarde bepalen van het maatschappelijk nettovermogen, de werkelijke waarde van ieder aandeel vaststellen, de reserves, overgedragen winsten en andere eigen fondsen in het kapitaal opnemen, ter vertegenwoordiging van deze verhoging bijkomende aandelen uitgeven ten voordele van de houders van bestaande aandelen en, in voorkomend geval, de uitgiftepremie bepalen die aan nieuwe inschrijvers zou worden gevraagd.

De raad kan eveneens aandelen uitgeven die het kapitaal niet vertegenwoordigen, ten voordele van de machten en instellingen bedoeld in artikel 2, § 1, wanneer deze aan de Maatschappij financiële middelen te beschikking stellen, inzonderheid in de vorm van toelagen of het ten laste nemen van het kapitaal en/of de interesten van leningen.

Aan deze aandelen is hetzelfde stemrecht verbonden als aan de aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen.

§ 4. Les parts souscrites par les associés visés à l'article 2, § 1er, sont dénommées parts A.

Les parts souscrites par les associés visés à l'article 2, § 2 a, sont dénommées parts B.

Les parts souscrites par les associés visés à l'article 2, § 2 b, sont dénommées parts C.

§ 5. Le nombre de parts C ne peut dépasser le nombre de parts A et B, moins une. Si cette limite était dépassée, les dernières parts souscrites ne le seraient pas valablement et le montant versé serait remboursé.

§ 6. Les titulaires de parts A ne peuvent démissionner et ne peuvent être exclus.

Les titulaires de parts B et C peuvent demander dans les six premiers mois de l'exercice social, l'autorisation de démissionner au conseil d'administration. Cette demande doit être accompagnée, à peine d'irrecevabilité, de l'offre ferme émanant d'un candidat remplissant les conditions d'accès énoncées à l'article 2, § 2, des présents statuts, de souscrire des parts sociales pour un montant égal à la valeur des parts sociales de l'associé démissionnaire, fixée comme il est dit à l'article 2, § 8.

Le conseil statue souverainement, comme il est dit à l'article 13, sans devoir motiver sa décision, l'associé démissionnaire entendu.

Les titulaires de parts B et C peuvent être exclus s'ils cessent de remplir les conditions générales d'affiliation, s'ils commettent des actes contraires aux intérêts de la Société ou aux missions dont elle est chargée ou y sont impliqués, en cas de faillite, demande de concordat judiciaire, interdiction légale ou judiciaire. Les exclusions sont prononcées par le conseil d'administration statuant souverainement comme il est dit à l'article 13, après avoir entendu l'associé dont l'exclusion est poursuivie.

§ 7. Les parts sociales sont incessibles. Néanmoins, si un titulaire de parts A cesse, en vertu de la loi, de posséder les compétences dans le cadre desquelles il a souscrit ses parts, celles-ci peuvent être cédées à tout autre pouvoir ou organisme public désigné par les lois et règlements en la matière.

§ 8. L'associé démissionnaire ou exclu a droit au remboursement de la valeur de ses parts telle qu'elle résulte du bilan de l'exercice social précédant celui au cours duquel la démission a été acceptée ou l'exclusion prononcée, à l'exclusion des valeurs antérieures à la souscription des parts qui ne seraient pas entrées en ligne de compte pour le calcul de la souscription de ce titulaire, en ce compris la prime d'émission éventuelle, et des valeurs postérieures à cette souscription qui ne sont pas liées aux apports de titulaires de parts C.

§ 9. En cas de décès d'un associé, ses héritiers et ayants droit ne revêtent pas la qualité d'associé et ont droit au remboursement des parts calculées comme il est dit à l'article 2, § 8, pour les associés démissionnaires ou exclus.

§ 10. Il n'existe entre la Société et les associés aucune solidarité.

II. Siège

Art. 3. Le conseil d'administration fixe le siège de la Société dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

III. Missions

Art. 4. § 1er. Sans porter préjudice à la compétence de la Société régionale d'Investissement de Bruxelles, la Société est le seul organe d'exécution de la politique économique régionale sur le territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Conformément à l'article 15, § 2, de la loi du 15 juillet 1970, précitée, la Société s'occupe de l'étude générale, de la conception et de la promotion du développement économique dans son ressort :

— elle dresse l'inventaire des besoins de sa région, établit l'état d'avancement des travaux en cours, transmet au Conseil économique régional pour le Brabant les données utiles à l'élaboration du projet de plan régional et à son exécution; ces renseignements ainsi que toutes données, suggestions, informations et rapports utiles sont communiqués au gouvernement;

— elle dispose, en vue de réaliser le Plan d'un pouvoir général de suggestion, d'impulsion et de coordination des propositions auprès des milieux privés comme des autorités, pour la promotion des activités productrices, de l'aménagement du territoire, des équipements sociaux et des infrastructures régionales;

§ 4. De aandelen waarop wordt ingeschreven door de vennoten bedoeld in artikel 2, § 1, worden A-aandelen genoemd.

De aandelen waarop wordt ingeschreven door de vennoten bedoeld in artikel 2, § 2 a, worden B-aandelen genoemd.

De aandelen waarop wordt ingeschreven door de vennoten bedoeld in artikel 2, § 2 b, worden C-aandelen genoemd.

§ 5. Het aantal C-aandelen mag niet hoger zijn dan het totaal aantal A-aandelen en B-aandelen, min één. Wordt deze limiet overschreven, dan werd op de laatste aandelen niet geldig ingeschreven en wordt het gestorte bedrag terugbetaald.

§ 6. Houders van A-aandelen mogen hun ontslag niet indienen en kunnen niet uitgesloten worden.

Houders van B- of C-aandelen mogen gedurende de eerste zes maanden van het boekjaar aan de raad van bestuur toestemming vragen om hun ontslag in te dienen. Deze aanvraag is slechts ontvankelijk wanneer daarbij een vast aanbod is gevoegd van een kandidaat die de toelatingsvoorwaarden van artikel 2, § 2, van onderhavige statuten vervult, om in te schrijven op de aandelen voor een bedrag gelijk aan de waarde van de aandelen van de ontslagnemende vennoot, bepaald overeenkomstig artikel 2, § 8.

De raad van bestuur beslist in laatste instantie met inachtneming van artikel 13, na de ontslagnemende vennoot te hebben gehoord. Zijn beslissing moet niet gemotiveerd worden.

Houders van B- of C-aandelen kunnen uitgesloten worden indien zij de algemene toelatingsvoorwaarden niet meer vervullen, indien zij daden stellen of betrokken zijn bij daden die strijdig zijn met de belangen van de Maatschappij of met de opdrachten waarmee zij gelast is, of nog in geval van faillissement, aanvraag van een gerechtelijk akkoord, wettelijke of gerechtelijke onbekwaamverklaring. De raad van bestuur beslist over de uitsluiting in laatste instantie, overeenkomstig artikel 13, en na de vennoot over wiens uitsluiting het gaat, te hebben gehoord.

§ 7. De aandelen zijn niet overdraagbaar. Indien echter een houder van A-aandelen ingevolge de wet de bevoegdheden verliest in het kader waarvan hij op zijn aandelen heeft ingeschreven, kunnen deze aandelen worden overgedragen aan iedere andere openbare macht of organisme dat door de toepasselijke wetten en reglementen wordt aangewezen.

§ 8. De ontslagnemende of uitgesloten vennoot heeft recht op terugbetaling van de waarde van zijn aandelen volgens de balans van het boekjaar dat voorafgaat aan het boekjaar waarin het ontslag werd aanvaard of de uitsluiting werd uitgesproken, met uitsluiting van de waarden die dateren voor de inschrijving op de aandelen en waarmee geen rekening zou gehouden zijn voor de berekening van de inschrijving van deze vennoot, hierin begrepen de eventuele uitgiftepremie, en van de waarden die dateren na deze inschrijving en die niet verbonden zijn aan de inbrengen van houders van C-aandelen.

§ 9. Wanneer een vennoot overlijdt, gaat de hoedanigheid van vennoot niet over op zijn erfgenamen en rechthebbenden. Laatstgenoemden hebben recht op de terugbetaling van de aandelen gewaardeerd volgens hetgeen in artikel 2, § 8, bepaald wordt voor ontslagnemende of uitgesloten vennoten.

§ 10. Tussen de Maatschappij en de vennoten bestaat geen enkele vorm van hoofdelijkheid.

II. Zetel

Art. 3. De raad van bestuur vestigt de zetel van de Maatschappij in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

III. Opdrachten

Art. 4. § 1. Zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheid van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij van Brussel, vormt de Maatschappij het enige uitvoeringsinstrument van het regionaal economisch beleid op het grondgebied van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

§ 2. In overeenstemming met artikel 15, § 2, van de voornoemde wet van 15 juli 1970, houdt de Maatschappij zich bezig met de algemene studie, de conceptie en de promotie van de economische ontwikkeling van haar gebied :

— zij maakt de inventaris op van de noden van haar streek, neemt de stand op van de in uitvoering zijnde werken, en zendt aan de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant alle nuttige gegevens voor het opstellen van het ontwerp van gewestelijk plan en voor de uitvoering ervan; deze inlichtingen alsook alle nuttige gegevens, suggesties, berichten en verslagen worden meegedeeld aan de regering;

— zij beschikt, met het oog op de verwezenlijking van het plan, ten aanzien van de privé-sector en van de overheid, over een algemeen recht van voorstel, stuwning en coördinatie van de voorstellen ter bevordering van de economische bedrijvigheid, van de ruimtelijke ordening, van de sociale uitrusting en van de gewestelijke infrastructuur;

— elle peut, à l'aide de ses ressources propres, exproprier, équiper, louer, vendre ou faire apport de tout immeuble et engager toute action concrète susceptible d'accélérer ou d'amplifier des investissements privés ou publics prévus au Plan;

— par délégation et aux frais de l'Etat, ou, éventuellement, de la province, de l'agglomération ou des communes, elle peut exécuter ou faire exécuter toutes expropriations, tous travaux et toutes autres missions publiques d'ordre technique;

— elle peut assumer directement la mise en oeuvre des projets industriels, avec le concours technique et financier de la Société nationale d'Investissement ou de la Société régionale d'Investissement de Bruxelles, en cas de carence du secteur privé.

§ 3. Plus particulièrement, sur le plan de l'aménagement du territoire et de la rénovation urbaine, la Société peut :

a) fournir aux parties associées, à leur demande, des avis sur tous les problèmes qui ont trait à l'aménagement du territoire, l'aménagement et l'équipement des territoires communaux et la rénovation, notamment : l'établissement de plans d'aménagement de toute nature, la sélection de terrains pour l'établissement d'industries et de logements, l'implantation de bâtiments et services d'intérêt public, les problèmes généraux de reconversion ayant des implications sur l'aménagement du territoire, la circulation, l'évacuation et le traitement des eaux usées, l'amenée et la distribution d'énergie et d'eau, le lotissement, le remembrement, etc.;

b) établir, à la demande des parties associées et sur une base contractuelle, des projets de plan d'aménagement et de rénovation de toute nature;

c) pour les autorités qui en font la demande et sur base contractuelle, elle peut agir comme conseiller technique, en ce qui concerne l'établissement de projets et l'exécution de projets de travaux d'intérêt public en matière de routes et bâtiments et de travaux de rénovation;

d) à la demande de tiers, sur base d'un contrat préalablement approuvé par les autorités communales, établir des projets de lotissement.

§ 4. En matière de logement et de construction ou de rénovation en général, la Société peut :

a) acquérir, aliéner, échanger, équiper, louer des terrains et bâtiments, dans le but de promouvoir l'équipement économique, urbanistique, social, dans le cadre des programmes de développement du Plan, de l'aménagement du territoire et de de la rénovation;

b) construire, rénover, démolir, acquérir, aliéner, louer des logements, bâtiments et installations de toute nature conformément aux objectifs de la Société.

§ 5. La Société exercera les compétences et attributions qu'un pouvoir public, dans l'exercice de ses compétences, pourra lui confier.

Par voie d'accord avec un autre organisme public ou avec un organisme privé, elle peut se charger de toute opération de nature à concourir au bon accomplissement de sa mission.

Art. 5. En exécution de l'article 15, § 2, litt. d et e de la loi du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, la Société pourra poursuivre aux fins de l'article 4 toutes les expropriations conformément à la loi du 26 juillet 1962, relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

V. Assemblée générale

Art. 6. § 1er. L'assemblée générale est composée de :

A. nonante-six membres désignés respectivement :

a) 1. six par le collège de l'agglomération bruxelloise;

2. seize par les conseillers provinciaux de la section « bruxelloise » du conseil provincial du Brabant, réunis à cette fin;

3. vingt-six par la conférence des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, à raison d'un membre au moins par commune.

b) quarante-huit par moitié par les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs qui sont représentées au sein du Conseil national du Travail. Ces organisations ne participent pas à la souscription du capital, mais représentent les intérêts économiques et sociaux régionaux au sein de la société.

Les membres visés sub a) 1, de première part, sub a) 2 et 3 de deuxième part, les membres visés sub b) émanant des organisations représentant les travailleurs de troisième part et les membres visés sub b) émanant des organisations représentant les employeurs de quatrième part forment des groupes au sens des articles 8 et 10 des présents statuts.

— zij kan, met eigen middelen, elk onroerend goed onteigenen, uitrusten, verhuren, verkopen of inbrengen en iedere concrete handeling stellen, die de in het Plan bepaalde private of openbare investeringen kan bespoedigen of uitbreiden;

— zij kan op last en op kosten van de Staat of eventueel van de provincie, de agglomeratie of van de gemeenten, alle onteigeningen, alle werken en alle andere openbare opdrachten van technische aard uitvoeren of laten uitvoeren;

— zij kan, indien de privé-sector in gebreke zou blijven, met de technische en financiële medewerking van de Nationale Investeringsmaatschappij of van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij van Brussel, zelf industriële projecten op gang brengen.

§ 3. Meer in het bijzonder op het vlak van de ruimtelijke ordening en van de stadsvernieuwing kan de Maatschappij :

a) de betrokken groepen op hun verzoek adviezen verstrekken over alle problemen die betrekking hebben op de ruimtelijke ordening, de aanleg en de uitrusting van het gemeentelijk grondgebied, inzonderheid : het opstellen van alle soorten plannen van aanleg, het uitzoeken van gronden voor de vestiging van industrieën en woningen, de inplanting van gebouwen en diensten van openbaar nut, de algemene reconversieproblemen die een weerslag hebben op de ruimtelijke ordening, het verkeer, het lozen en het behandelen van afvalwater, de toevoer en de verdeling van energie en water, de verkaveling, de herverkaveling, enz.;

b) op verzoek van de betrokken groepen en op een contractuele basis, alle soorten ontwerpplannen van aanleg en vernieuwing opmaken;

c) voor de overheden die erom verzoeken, en dit op een contractuele basis, optreden als technisch adviseur voor het opmaken van onderwerpen en het uitvoeren van projecten van werken van openbaar nut inzake wegen en gebouwen en inzake vernieuwingswerken;

d) op verzoek van derden, verkavelingsontwerpen opmaken op basis van een door de gemeenteoverheid vooraf goedgekeurd contract.

§ 4. Inzake woningbouw en bouw- en vernieuwingswerken in het algemeen, kan de Maatschappij :

a) gronden en gebouwen verwerven, vervreemden, ruilen, uitrusten, huren en verhuren, ten einde de economische, stedenbouwkundige, sociale uitrusting te bevorderen in het kader van de ontwikkelingsprogramma's van het Plan van de ruimtelijke ordening en van de vernieuwing;

b) woningen, gebouwen en installaties van alle aard bouwen, vernieuwen, afbreken, verwerven, vervreemden, huren en verhuren, overeenkomstig de doelstellingen van de Maatschappij.

§ 5. De Maatschappij oefent de bevoegdheden en rechten uit die een openbare overheid in de uitoefening van haar bevoegdheden haar zou kunnen toevertrouwen.

Door overeenkomst met een ander openbaar organisme of met een privé-organisme, kan ze zich gelasten met alle verrichtingen die bijdragen tot de goede voltooiing van haar opdracht.

Art. 5. In uitvoering van artikel 15, § 2, litt. d en e van de wet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, kan de Maatschappij, tot uitvoering van artikel 4, alle onteigeningen doorvoeren overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden voor onteigening ten algemene nutte.

V. Algemene vergadering

Art. 6. § 1. De algemene vergadering is samengesteld uit :

A. Zesennegentig leden die benoemd worden als volgt :

a) 1. zes door het college van de Brusselse agglomeratie;

2. zestien door de provincieraadsleden van de « Brusselse » afdeling van de provincieraad van Brabant, die daartoe in vergadering bijeenkomen;

3. zesentwintig door de conferentie van de burgemeesters van de Brusselse agglomeratie, met minstens één lid per gemeente.

b) achtenveertig voor de ene helft door de representatieve werknemersorganisaties en voor de andere helft door de representatieve werkgeversorganisaties die vertegenwoordigd zijn in de Nationale Arbeidsraad. Deze organisaties nemen geen deel aan de inschrijving op het kapitaal, maar vertegenwoordigen binnen de Maatschappij de regionale economische en sociale belangen.

De leden bedoeld onder a) 1, de leden bedoeld onder a) 2 en 3 samen, de leden bedoeld onder b) gekozen door de representatieve werknemersorganisaties, de leden bedoeld onder b) gekozen door de representatieve werkgeversorganisaties vormen respectievelijk een groep in de zin van artikels 8 en 10 van deze statuten.

B. Les titulaires de parts B et C.

Les organismes, institutions et personnes morales qui sont titulaires de parts B et C désignent chacune une seule personne physique chargée de les représenter à l'assemblée générale et qui devra justifier de ses pouvoirs.

§ 2. Les membres visés au § 1, A.a) doivent être domiciliés dans le ressort territorial de la Société.

Nul membre visé au § 1, A.a) ne peut siéger simultanément dans les organes d'exécution de la politique économique régionale exerçant des compétences dans un ressort territorial n'incluant pas celui de la Société.

§ 3. Les membres visés respectivement aux § 1er, A.a) et A.b), et les titulaires de parts B et C peuvent délibérer séparément.

§ 4. L'assemblée générale se réunit obligatoirement au moins une fois l'an, sur convocation du conseil d'administration de la Société.

§ 5. L'assemblée générale se réunit obligatoirement au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire pour délibérer sur le rapport statutaire d'activité, sur les bilan et comptes de l'exercice écoulé et sur la décharge à donner aux membres du conseil d'administration pour leur gestion au cours de l'exercice précédent ainsi qu'au commissaire-reviseur.

§ 6. Elle procède à l'élection ou à la réélection des membres du conseil d'administration suivant le prescrit des présents statuts : elle fixe le montant des émoluments, jetons de présence et indemnités des membres de l'assemblée générale et des membres du conseil d'administration.

§ 7. Les membres de l'assemblée générale visés au § 1er, A. sont désignés pour un terme de six ans, qui est renouvelable.

Ils demeureront toutefois en fonction après l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'il soit procédé à la désignation des nouveaux membres.

§ 8. Un membre de l'assemblée générale visé au § 1, A. perd cette qualité dès que l'institution ou l'organisation qui l'a désigné communique à la Société qu'il met fin à cette fonction en désignant simultanément un nouveau membre qui achèvera le mandat en cours.

§ 9. En cas de décès, de démission ou de départ pour toute autre raison d'un membre visé au § 1er, A., l'organisme ou l'institution qui l'avait désigné procède aussitôt à la désignation d'un nouveau membre qui poursuivra l'exécution du mandat en cours jusqu'à son terme.

Art. 7. § 1er. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les points portés à l'ordre du jour et si la moitié des membres visés à l'article 6, § 1er, A. ainsi que la moitié des membres visés à l'article 6, § 1er, A.a) sont présents ou représentés.

Tout membre empêché peut, par procuration écrite, charger un autre membre de la même catégorie de le représenter et de voter en ses lieu et place; aucun membre ne peut représenter plus de trois absents.

Si le quorum n'est pas atteint une nouvelle assemblée générale est convoquée et se réunit au plus tôt huit jours après la séance au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint, avec le même ordre du jour. Elle statue valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

§ 2. a) Les résolutions sont prises à la majorité des voix cumulativement :

— dans chacun des deux groupes visés à l'article 6, § 1er, A.a) et à l'article 6, § 1er, A.b);

— par rapport à l'ensemble des voix, sans préjudice des quorums et des majorités qualifiées éventuellement requises par d'autres dispositions des présents statuts.

b) Les membres visés à l'article 6, § 1er, A. ont chacun droit à une voix.

Les membres visés à l'article 6, § 1er, B. ont chacun droit à autant de voix qu'ils sont titulaires de parts sociales.

Après que des parts B ou C aient été souscrites, chaque membre de l'assemblée visé à l'article 6, § 1er, A., aura cependant droit, pour le calcul de la majorité par rapport à l'ensemble des voix exprimés, à un nombre de voix résultant de la division du nombre total de parts des associés visés à l'article 6, § 1er, A.a) par le nombre de membres visés à l'article 6, § 1er, A., présents à l'assemblée. Les fractions de voix sont négligées. Le présent alinéa ne s'applique que si les associés visés à l'article 2, § 1er, détiennent plus de parts qu'il n'y a de membres visés à l'article 6, § 1er, A.

B. De houders van B- en C-aandelen.

De organismen, instellingen en rechtspersonen die houder zijn van B- en C-aandelen benoemen ieder een enkele natuurlijke persoon met de opdracht om hen in de algemene vergadering te vertegenwoordigen. Deze vertegenwoordigers moeten van hun volmacht doen blijken.

§ 2. De leden bedoeld in § 1, A.a) moeten hun woonplaats hebben in het gebied van de Maatschappij.

Geen van deze leden mag tegelijk zetelen in de uitvoeringsorganen van het gewestelijk economisch beleid die hun bevoegdheden uitoefenen in een territorium dat niet dit van de Maatschappij omvat.

§ 3. De leden bedoeld in § 1, A.a), respectievelijk § 1, A.b), en de houders van B- en C-aandelen, mogen afzonderlijk beraadslagen.

§ 4. De algemene vergadering komt minstens eenmaal per jaar bijeen op uitnodiging van de raad van bestuur van de Maatschappij.

§ 5. De algemene vergadering komt verplicht bijeen in de loop van het eerste semester van het begrotingsjaar om te beraadslagen en te beslissen over het statutair activiteitenverslag, over de balans en de rekeningen van het afgelopen boekjaar en over de kwijting aan de leden van de raad van bestuur voor hun beleid gedurende het voorafgaande boekjaar en aan de commissaris-revisor.

§ 6. Zij gaat over tot de verkiezing of de herverkiezing van de leden van de raad van bestuur volgens de voorschriften van de huidige statuten; ze bepaalt het bedrag van de bezoldigingen, zitpenningen en vergoedingen van de leden van de algemene vergadering en van de leden van de raad van bestuur.

§ 7. De leden van de algemene vergadering bedoeld in § 1, A. worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

Na het einde van hun mandaat blijven zij evenwel in functie tot wanneer hun opvolgers verkozen zijn.

§ 8. Een lid van de algemene vergadering bedoeld in § 1, A. verliest deze hoedanigheid van zodra de instelling of de organisatie die hem benoemde, aan de Maatschappij laat weten dat zij een einde maakt aan het mandaat, met gelijktijdige benoeming van een nieuw lid dat het lopende mandaat zal uitoefenen.

§ 9. In geval van overlijden, ontslag of vertrek om een andere reden, van een lid bedoeld in § 1, A., benoemt het organisme of de instelling dat hen afvaardigde, onmiddellijk een opvolger die het lopende mandaat zal uitoefenen.

Art. 7. § 1. De algemene vergadering kan slechts geldig beslissen over de punten die op de dagorde staan en indien de helft van de leden bedoeld in artikel 6, § 1 A.a) aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Elk lid dat verhinderd is kan schriftelijk een ander lid van dezelfde categorie machtigen om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen. Geen enkel lid mag meer dan drie afwezige leden vertegenwoordigen.

Indien het quorum niet bereikt wordt, wordt een nieuwe algemene vergadering bijeengeroepen die ten vroegste acht dagen na de zitting waarop het quorum niet bereikt werd, en met dezelfde dagorde zal vergaderen. Deze vergadering beslist geldig, welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden weze.

§ 2. a) Een voorstel is slechts goedgekeurd indien het de meerderheid der stemmen haalt :

— in elk van twee groepen bedoeld in artikel 6, § 1, A.a) en artikel 6, § 1 A.b);

— en in de voltallige vergadering, onverminderd de quorums en bijzondere meerderheden die eventueel vereist worden door andere bepalingen van deze statuten.

b) De leden bedoeld in artikel 6, § 1er, A. hebben elk één stem.

De leden bedoeld in artikel 6, § 1, B. hebben elk een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal aandelen van de vennoot die zij vertegenwoordigen.

Nadat op B- en C-aandelen werd ingeschreven, heeft echter elk lid der algemene vergadering bedoeld in artikel 6, § 1, A., ter berekening van de meerderheid in verhouding tot het geheel der uitgebrachte stemmen, recht op een aantal stemmen dat gelijk is aan het quotiënt van de deling van het totaal aantal aandelen van de vennoten bedoeld in artikel 6, § 1, A.a) door het aantal leden bedoeld in artikel 6, § 1, A. dat op de vergadering aanwezig is. Met fracties van stemmen wordt geen rekening gehouden. Deze alinea is enkel van toepassing wanneer de vennoten bedoeld in artikel 2, § 1, meer aandelen bezitten dan er leden zijn bedoeld in artikel 6, § 1, A.

§ 3. Les titulaires des parts B et C ne participent ni aux votes portant sur l'élection, la démission ou la révocation des administrateurs, ni aux votes portant sur les modifications statutaires et la dissolution de la Société.

V. Gestion

Art. 8. § 1er. La Société est dirigée par un conseil d'administration de vingt-quatre membres désignés par l'assemblée générale au sein des membres qui représentent les associés visés à l'article 6, § 1er, A.

§ 2. 1. Trois membres sont désignés sur présentation du Collège de l'agglomération bruxelloise.

Neuf membres sont désignés sur présentation conjointe de la section bruxelloise du conseil provincial et de la conférence des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, étant entendu que la liste ainsi présentée comportera au moins deux membres de l'assemblée désignés par la section bruxelloise du conseil provincial et au moins deux membres de l'assemblée désignés par la conférence des Bourgmestres de l'agglomération bruxelloise.

2. Douze membres sont désignés par moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs.

§ 3. Les listes des candidats présentés en exécution du § 2 du présent article doivent être remises au président dans les quatre mois à partir de l'envoi de la lettre du président requérant des institutions et organisations déléguant la présentation de leur liste de candidats.

Au cas où une ou plusieurs de ces listes n'auraient pas été déposées dans le délai ainsi fixé, les groupes de membres de l'assemblée générale représentant les institutions qui n'ont pas déposé leur liste procèdent à la désignation des administrateurs émanant de leur groupe.

Art. 9. Le président et le secrétaire général du Conseil économique régional pour le Brabant ou leur délégué peuvent assister aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 10. § 1. Les membres du conseil d'administration sont élus pour six ans.

Leur mandat expire en même temps que celui des membres de l'assemblée générale et est renouvelable.

La perte de la qualité de membre de l'assemblée générale met fin au mandat d'administrateur.

Les membres du conseil d'administration demeureront toutefois en fonction jusqu'à la désignation des nouveaux membres par l'assemblée générale.

§ 2. En cas de décès, démission ou départ d'un membre du conseil pour toute autre raison quelconque, le conseil procède lui-même à son remplacement immédiat et provisoire et convoque l'assemblée générale dans les plus brefs délais afin qu'il soit pourvu à la désignation définitive du membre chargé d'achever le mandat vacant.

Le remplaçant est désigné parmi les membres de l'assemblée générale du même groupe que celui des membres qui doit être remplacé.

§ 3. Les membres du conseil visés respectivement à l'article 8, § 2, 1, et à l'article 8, § 2, 2, peuvent délibérer séparément dans les cas prévus aux présents statuts.

Art. 11. Le conseil d'administration, dans les limites tracées par les présents statuts, a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société.

Il a notamment le pouvoir de décider toutes opérations à entreprendre pour l'exercice des compétences qui sont attribuées à la Société, de contracter, de mener toutes négociations et de procéder à tous travaux utiles à la préparation de ces décisions ou contrats, de recevoir, des donations et legs, de nommer et révoquer les membres du personnel, de fixer leur cadre et leur statut, de traiter et d'agir en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Il établit le règlement d'ordre intérieur de la Société.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence du président ou de son remplaçant, aux dates prévues par le règlement d'ordre intérieur et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

Le conseil ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente et/ou représentée; si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration se réunit à nouveau avec le même ordre du jour dans les délais prévus par le règlement d'ordre intérieur et statue quel que soit le nombre des présents.

Chaque administrateur empêché peut, par écrit, déléguer un autre membre du conseil pour le représenter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus d'un membre du conseil.

§ 3. De houders van B- en C-aandelen nemen niet deel aan de stemmingen over de verkiezing, het ontslag of de afzetting van bestuurders, evenmin als aan de stemmingen over statutenwijzigingen en over de ontbinding van de Maatschappij.

V. Bestuur

Art. 8. § 1. De Maatschappij wordt beheerd door een raad van bestuur van vierentwintig leden die door de algemene vergadering verkozen worden uit haar leden die de vennoten bedoeld in artikel 6, § 1, A. vertegenwoordigen.

§ 2. 1. Drie leden worden verkozen op voorstel van het college der Brusselse agglomeratie.

Negen leden worden verkozen op gezamenlijke voordracht van de Brusselse afdeling van de provincieraad en van de conferentie der burgemeesters van de Brusselse agglomeratie, met dien verstande dat de aldus voorgestelde lijst, minstens twee leden der algemene vergadering bevat die benoemd werden door de Brusselse afdeling van de provincieraad en minstens twee leden der algemene vergadering die benoemd werden door de conferentie der burgemeesters van de Brusselse agglomeratie.

2. Twaalf leden worden verkozen op voordracht, elk voor de helft, van de werknemers- en werkgeversorganisaties.

§ 3. De lijsten met de kandidaten die overeenkomstig § 2 van dit artikel voorgesteld worden, moeten aan de voorzitter worden overgemaakt binnen vier maanden vanaf de verzending van de brief waarbij de voorzitter de betrokken instellingen en organisaties verzoekt om hun kandidatenlijsten in te dienen.

Ingeval één of meer van deze lijsten niet binnen die termijn zouden ingediend zijn, kiezen de groepen in de algemene vergadering wier leden de instellingen vertegenwoordigen die hun lijsten niet hebben ingediend, de nieuwe bestuurders, elk uit de eigen groep.

Art. 9. De voorzitter en de secretaris-generaal van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant of hun afgevaardigde, mogen de vergaderingen van de raad van bestuur bijwonen met raadgevende stem.

Art. 10. § 1. De leden van de raad van bestuur worden verkozen voor zes jaar.

Hun mandaat verstrijkt op hetzelfde ogenblik als dat van de leden van de algemene vergadering en is hernieuwbaar.

Verlies van de hoedanigheid van lid van de algemene vergadering maakt een einde aan het mandaat van bestuurder.

De bestuurders blijven evenwel in functie tot wanneer de algemene vergadering nieuwe bestuurders kiest.

§ 2. Ingeval een bestuurder overlijdt, ontslag neemt of vertrekt om enige andere reden, kiest de raad van bestuur onmiddellijk een voorlopige vervanger en roept hij zo snel mogelijk de algemene vergadering bijeen, die definitief een nieuwe bestuurder kiest om het vrijgekomen mandaat uit te doen.

De vervanger wordt gekozen uit de leden van de algemene vergadering van dezelfde groep als deze van het te vervangen lid.

§ 3. De leden van de raad bedoeld in artikel 8, § 2, 1, respectievelijk artikel 8, § 2, 2, mogen afzonderlijk beraadslagen in de gevallen bepaald door deze statuten.

Art. 11. De raad van bestuur bezit, binnen de perken aangegeven door onderhavige statuten, de meest uitgebreide bevoegdheden inzake het bestuur en het beheer van de Maatschappij.

Hij kan inzonderheid beslissingen treffen nopens alle verrichtingen die dienen gedaan voor de uitoefening van de bevoegdheden die aan de Maatschappij zijn toegekend, overeenkomsten aangaan, alle onderhandelingen voeren en overgaan tot alle werkzaamheden die nuttig zijn bij de voorbereiding van deze beslissingen of overeenkomsten, schenkingen en legaten aanvaarden, personeelsleden benoemen en ontslaan, hun kader en hun statuut vaststellen, onderhandelen, in rechte optreden als eiser of als verweerder.

Hij stelt het huishoudelijk reglement van de Maatschappij op.

Art. 12. De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door, en onder het voorzitterschap van de voorzitter of zijn plaatsvervanger, op de door het huishoudelijk reglement bepaalde data en telkens wanneer ten minste drie bestuurders erom verzoeken.

De raad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is; indien het quorum niet bereikt wordt, komt de raad van bestuur opnieuw bijeen met dezelfde agenda, binnen de door het huishoudelijk reglement bepaalde termijnen en beslist, wat ook het aantal aanwezigen weze.

Elke bestuurder die verhinderd is kan schriftelijk een ander lid van de raad afvaardigen om hem te vertegenwoordigen en te stemmen in zijn plaats. Nochtans kan geen enkele bestuurder aldus meer dan één lid van de raad vertegenwoordigen.

Art. 13. Au conseil d'administration, les résolutions sont acquises à la majorité des voix dans chacun des deux groupes visés respectivement à l'article 8, § 2, 1, et à l'article 8, § 2, 2, des présents statuts. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 14. § 1er. Il est interdit aux membres du conseil d'administration :

a) d'être présents à la délibération sur des objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant et après leur désignation, ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

b) de prendre part directement ou indirectement dans les marchés quelconques passés avec la Société.

c) d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la Société. Ils ne peuvent, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la Société si ce n'est gratuitement.

§ 2. Peut être démis le membre du conseil d'administration agissant contrairement aux interdictions prévues au § 1er du présent article.

Le conseil d'administration se prononce par décision motivée, après avoir entendu l'intéressé dans ses moyens de défense.

Le membre démis peut se pourvoir en appel devant l'assemblée générale par lettre recommandée envoyée au président, dans les quinze jours de la date à laquelle il a reçu connaissance de la décision. L'appel est suspensif.

Art. 15. Au cours du premier semestre de chaque exercice, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale un rapport sur son activité au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les comptes annuels de cet exercice. Après approbation, il le transmet au gouvernement et au Conseil économique régional pour le Brabant.

Il y dégage notamment les perspectives d'avenir et les actions qu'elles lui paraissent appeler.

Art. 16. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par les procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège social. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par le président et l'administrateur délégué.

Art. 17. § 1er. Le président et l'administrateur délégué sont désignés par le conseil d'administration au sein des membres du conseil visés à l'article 8, § 2, 1.

Deux vice-présidents sont désignés par le conseil au sein des membres visés à l'article 8, § 2, 2, sur présentation l'un des organisations représentatives des travailleurs, et l'autre des organisations représentatives des employeurs. Le président préside à l'assemblée générale et le conseil d'administration. Sauf les attributions qui sont présidentielles par nature, le président et l'administrateur délégué ont les mêmes pouvoirs.

Les émoluments et les indemnités du président et de l'administrateur délégué sont fixés par le conseil d'administration.

Le président et l'administrateur délégué sont démissionnaires d'office dans l'éventualité où ils perdent la qualité de membre du conseil d'administration. En cas d'empêchement, le président et l'administrateur délégué sont remplacés par des administrateurs désignés par les membres du conseil d'administration appartenant au même groupe qu'eux et délibérant séparément. Le président peut, avec l'accord du conseil d'administration, déléguer ses pouvoirs, pour le temps qu'il détermine, à un administrateur de son choix et de son groupe. Il en est de même pour l'administrateur délégué.

§ 2. Le président, l'administrateur délégué, les deux vice-présidents, deux administrateurs désignés par le conseil au sein des membres visés à l'article 8, § 2, 1, quatre administrateurs désignés par le conseil au sein des membres visés à l'article 8, § 2, 2, et deux administrateurs désignés par le conseil sur proposition des membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise ayant l'expansion économique et la rénovation urbaine dans leurs attributions constituent un bureau exécutif auquel le conseil d'administration délègue les pouvoirs réels qu'il détermine.

Art. 18. La Société est représentée en justice, tant en demandant qu'en défendant, par son président et par son administrateur délégué.

Art. 13. De raad van bestuur beslist met de meerderheid der stemmen in elk van de twee groepen bedoeld in artikel 8, § 2, 1, respectievelijk artikel 8, § 2, 2, van onderhavige statuten.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 14. § 1. Het is de leden van de raad van bestuur verboden

a) aanwezig te zijn bij de beraadslaging en te stemmen over zaken waarbij zij een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde voor en na hun benoeming, of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad en persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

Dit verbod reikt niet verder dan de bloed- en aanverwanten van de tweede graad, wanneer het de voordracht van kandidaten, benoemingen, afzettingen of schorsingen betreft.

b) rechtstreeks of onrechtstreeks deel te hebben in om het even welke overeenkomst afgesloten met de Maatschappij;

c) tussen te komen als advocaat, notaris of zaakgelastigde in de rechtszaken die tegen de Maatschappij worden ingespannen. Ze mogen in dezelfde hoedanigheid niet pleiten, van advies dienen of welke betwiste zaak ook volgen in het belang van de Maatschappij, derhalve wanneer zulks kosteloos gebeurt.

§ 2. Het lid van de raad van bestuur dat handelt in strijd met de verbodsbepalingen vermeld in § 1 van dit artikel, kan uit zijn functie ontzet worden.

De raad van bestuur spreekt zich uit bij gemotiveerde beslissing, na de belanghebbende gehoord te hebben in zijn verdedigingsmiddelen.

De afgezette bestuurder kan bij de algemene vergadering in beroep gaan, bij aangetekend schrijven aan de voorzitter, binnen de vijftien dagen volgend op de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend.

Art. 15. In de loop van het eerste semester van ieder boekjaar legt de raad van bestuur aan de algemene vergadering een verslag voor over zijn activiteiten tijdens het voorbije boekjaar, evenals de jaarrekeningen van dat boekjaar. Na goedkeuring maakt de raad het verslag over aan de regering en aan de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant.

Hij leidt er inzonderheid de toekomstperspectieven uit af, evenals de initiatieven die hij in dit verband nodig acht.

Art. 16. De beslissingen van de raad van bestuur worden opgenomen in processen-verbaal die ingeschreven worden in een speciaal register dat gehouden wordt op de maatschappelijke zetel. De afschriften en uittreksels van de processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder.

Art. 17. § 1. De voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder worden benoemd door de raad van bestuur onder de leden van de raad bedoeld in artikel 8, § 2, 1.

De raad benoemt ook twee ondervoorzitters onder de leden bedoeld in artikel 8, § 2, 2, de ene op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties en de andere op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties. De voorzitter zit de algemene vergadering en de raad van bestuur voor. Met uitzondering van de bevoegdheden die inherent zijn aan de functie van voorzitter, hebben de voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder dezelfde bevoegdheden.

De bezoldigingen en vergoedingen van de voorzitter en van de afgevaardigde-bestuurder worden bepaald door de raad van bestuur.

De voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder zijn van rechtswege ontslagnemend indien zij hun hoedanigheid van lid van de raad van bestuur verliezen. Bij verhindering worden de voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder vervangen door de bestuurders die worden aangewezen door de leden van de raad van bestuur die tot dezelfde groep behoren en daarover afzonderlijk beslissen. Met instemming van de raad van bestuur kan de voorzitter zijn bevoegdheden voor de door hem bepaalde duur overdragen aan de door hem aangeduide bestuurder uit zijn groep. Hetzelfde geldt voor de afgevaardigde-bestuurder.

§ 2. De voorzitter, de afgevaardigde-bestuurder, de twee ondervoorzitters, twee bestuurders door de raad gekozen uit de leden bedoeld in artikel 8, § 2, 1, vier bestuurders door de raad gekozen uit de leden bedoeld in artikel 8, § 2, 2, en twee bestuurders door de raad gekozen op voordracht van de leden van de Executieve van het Brusselse Gewest die de economische expansie en de stadsvernieuwing onder hun bevoegdheid hebben, vormen een uitvoerend bureau waaraan de raad van bestuur de werkelijke bevoegdheden toewijst die hij bepaalt.

Art. 18. De Maatschappij wordt in rechte, als eiseres en als verweerster, vertegenwoordigd door de voorzitter en door de afgevaardigde-bestuurder.

Art. 18. Les actes de la gestion journalière sont revêtus de deux signatures données par le président et l'administrateur délégué ou les agents qu'ils délèguent à cette fin.

Tous les autres actes qui engagent la Société et tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement, à moins d'une délégation spéciale du conseil d'administration, par le président et l'administrateur délégué.

VI. Moyens d'action

Art. 20. § 1er. Pour l'accomplissement de ses missions, la Société dispose :

- de fonds propres;
- d'un subside annuel de fonctionnement à charge du budget du Ministère de la Région bruxelloise;
- du produit des emprunts qu'elle contracte;
- de la collaboration technique et financière de la Société nationale d'investissement et de la Société régionale d'investissement de Bruxelles pour la réalisation de projets industriels conformément à l'article 15, § 2, f, de la loi du 15 juillet 1970.

§ 2. La Société peut accepter toute autre ressource par décision de son conseil d'administration.

§ 3. Selon les conventions à conclure dans chaque cas, la Société peut solliciter les garanties de l'Etat, de la province, de l'agglomération des communes pour le remboursement en capital et intérêts des emprunts qu'elle contracte.

Art. 21. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

A l'issue de l'exercice écoulé, le conseil d'administration arrête les comptes annuels.

Les comptes sont contrôlés par un commissaire, réviseur d'entreprise agréé, nommé par l'assemblée générale pour une durée de quatre ans renouvelable.

Ils sont ensuite soumis à l'assemblée générale pour approbations.

Dans le cadre de la même délibération mais par un vote distinct, l'assemblée générale se prononce sur la décharge à donner au conseil d'administration pour sa gestion durant l'exercice écoulé.

L'excédent éventuel de l'actif sur le passif est, sur proposition du conseil d'administration et selon décision prise par l'assemblée générale versé à un compte de réserve et/ou affecté à la distribution de dividendes. La quote-part du bénéfice distribuable correspondant aux droits des parts A, y compris les parts non représentatives du capital, est incorporée au capital et donne lieu à émission proportionnelle de parts en faveur des titulaires de ces parts.

La quote-part du bénéfice distribuable correspondant aux droits des parts B est, au choix de leurs titulaires, soumise au même régime que celui qui s'applique aux parts A, selon l'alinéa qui précède, ou aux parts C, selon l'alinéa qui suit.

La quote-part de ce bénéfice correspondant aux droits des parts C est distribué à leurs titulaires proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent.

VII. Dispositions diverses

Art. 22. Le fonctionnement de la Société est réglé par la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et par les présents statuts.

Pour ce qui n'est pas ainsi réglé, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales qui régissent la société coopérative s'appliquent par analogie.

Art. 23. Les statuts de la Société peuvent être modifiés par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications proposées que si les deux tiers au moins des membres visés à l'article 6, § 1er, A, sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est convoquée à nouveau sous délai de quinzaine avec le même ordre du jour, et statue quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Toute modification des statuts doit recueillir la majorité des deux tiers des voix dans chacun des groupes visés respectivement à l'article 6, § 1er, A.a), 1 à l'article 6, § 1er, A.a) et à l'article 6, § 1er, A.b), et recevoir, sur proposition de l'exécutif de la Région bruxelloise, l'approbation du Roi.

Art. 19. De akten van het dagelijks bestuur worden ondertekend door de voorzitter en door de afgevaardigde-bestuurder of de personeelsleden die zij daartoe aanstellen. Steeds zijn twee handtekingen vereist.

Alle andere akten die de Maatschappij verbinden en alle machtigingen en volmachten worden ondertekend door de voorzitter en de afgevaardigde-bestuurder samen, behalve in geval van een bijzondere delegatie van de raad van bestuur.

VI. Werkingsmiddelen

Art. 20. § 1. Voor het volbrengen van haar opdrachten beschikt de Maatschappij over :

- eigen fondsen;
- een jaarlijkse werkingstoelage ten laste van de begroting van het Ministerie van het Brussels Gewest;
- de opbrengst van de leningen die zij aangaat;
- de technische en financiële samenwerking van de Nationale Investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij van industriële projecten overeenkomstig artikel 15, § 2, f, van de wet van 15 juli 1970.

§ 2. De Maatschappij mag elke andere bron van inkomsten aannemen bij beslissing van de raad van bestuur.

§ 3. Volgens overeenkomsten die geval per geval moeten afgesloten worden, kan de Maatschappij voor de terugbetaling van het kapitaal en de interesten der aangegane leningen, de waarborg van de Staat, de provincie, de agglomeratie of de gemeenten aanvragen.

Art. 21. Het financieel dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Op het einde van het boekjaar stelt de raad van bestuur de rekeningen vast.

De rekeningen worden nagezien door de commissaris, een erkend bedrijfsrevisor, die voor een hernieuwbare termijn van vier jaar wordt benoemd door de algemene vergadering.

Tijdens dezelfde beraadslaging, maar bij afzonderlijke stemming, beslist de algemene vergadering, op een reserverekening geboekt en/of bestemd voor de uitkering van dividenden.

Het deel van de uitkeerbare winst dat overeenstemt met de rechten van de A-aandelen, daarin begrepen de aandelen die het kapitaal niet vertegenwoordigen, wordt in het kapitaal opgenomen en daarvoor worden verhoudingsgewijs aandelen uitgegeven ten voordele van de houders van de genoemde aandelen.

Het deel van de uitkeerbare winst dat overeenstemt met de rechten van de B-aandelen wordt, naar keuze van de houders daarvan, onderworpen aan hetzelfde regime als dat van de A-aandelen, volgens voorgaande alinea, of aan dat van de C-aandelen, volgens volgende alinea.

Het deel van deze winst dat overeenstemt met de rechten van de C-aandelen wordt aan de houders daarvan uitgekeerd in verhouding tot het aantal aandelen dat zij bezitten.

VII. Diverses bepalingen

Art. 22. De werking van de Maatschappij wordt beheerst door de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en door onderhavige statuten.

Voor wat daardoor niet geregeld is, zijn de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen inzake de samenwerkende vennootschappen, bij analogie toepasselijk.

Art. 23. De algemene vergadering kan de statuten van de Maatschappij wijzigen op voorstel van de raad van bestuur.

De algemene vergadering kan slechts geldig over de voorgestelde wijzigingen beslissen indien minstens twee derden van de leden bedoeld in artikel 6, § 1, A, aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Is dat niet het geval, dan wordt de algemene vergadering vijftien dagen later opnieuw bijeengeroepen, met dezelfde dagorde, en dan beslist zij ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Iedere wijziging van de statuten moet goedgekeurd worden met een meerderheid van twee derden der stemmen in elk van de groepen bedoeld in respectievelijk artikel 6, § 1, A.a), 1 artikel 6, § 1, A.a) en artikel 6, § 1, A.b). Zij moet bovendien worden goedgekeurd door de Koning, op voorstel van de executieve van het Brussels Gewest.

Art. 24. L'assemblée générale, délibérant dans les conditions prescrites à l'article 23, décide la dissolution de la Société, désigne le ou les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et le remboursement des versements effectués en libération des parts sociales, le boni fait l'objet d'une répartition au profit des titulaires de parts B et C, qui ne peut dépasser la quote-part du boni correspondant à la relation existant entre le nombre de parts B et C et le nombre de parts A, y compris les parts non représentatives du capital.

Le solde est tenu à la disposition de l'assemblée générale qui l'affectera en tenant compte de l'objet en vue duquel la société a été constituée.

La dissolution de la société est, sur proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise, soumise à l'approbation du Roi.

Art. 25. § 1. Une représentation deux tiers - un tiers des rôles linguistiques français - néerlandais est assurée au sein de tous les organes de gestion de la Société.

La même règle s'applique en ce qui concerne la représentation de la Société dans ses filiales.

§ 2. Le président du conseil d'administration et l'administrateur délégué appartiennent à des groupes linguistiques différents.

La même règle s'applique aux fonctionnaires dirigeants et aux fonctionnaires dirigeants adjoints.

VIII. Dispositions transitoires

Art. 26. § 1er. Les présents statuts entreront en vigueur après leur approbation par le Roi, sur proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise, sans préjudice des dispositions des §§ 2 et 3 du présent article.

§ 2. Les mots « l'Etat belge - Région bruxelloise » remplaceront les mots « l'agglomération bruxelloise » à l'article 2, § 1er, b) et les mots « l'Exécutif de la Région bruxelloise » remplaceront les mots « le Collège de l'agglomération bruxelloise » à l'article 6, § 1er, A.a) 1 et à l'article 8, § 2, 1 dès l'entrée en vigueur de toute disposition légale ou réglementaire qui, moifiant la loi du 26 juillet 1971, organiserait les agglomérations et fédérations des communes, redistribuerait les compétences attribuées à l'agglomération bruxelloise, en exécution desquelles elle a souscrit au capital de la Société.

Le conseil d'administration de la Société est chargé de procéder, en temps voulu, à la coordination des statuts en conformité avec les dispositions du présent paragraphe.

§ 3. Les dispositions de l'article 6, § 1er, § 7 et § 8 et des articles 8 et 10 des statuts initiaux tels qu'ils ont été approuvés par arrêté royal du 16 juillet 1974 demeureront en vigueur jusqu'au 19 avril 1989, date d'expiration des mandats en cours des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

L'article 6, § 1er, A., § 7 et § 9 et les articles 8 et 10 des présents statuts entreront en vigueur à la même date.

§ 4. Dès l'approbation des présents statuts par le Roi, l'Exécutif de la Région bruxelloise présentera une liste de candidats parmi lesquels l'assemblée générale de la Société, spécialement convoquée à cette fin par le conseil d'administration, désignera trois nouveaux membres dudit conseil, qui seront adjoints en cette qualité aux membres actuels jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions du § 2 du présent article et, au plus tard, jusqu'à l'achèvement des mandats en cours.

Le conseil ainsi composé statuera comme il est dit à l'article 13, les membres désignés en exécution de la présente disposition étant rattachés à cette fin au groupe visé à l'article 8, § 2.1.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 octobre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
F.-X. de DONNEA

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. BASCOUR

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J.-L. THYS

Art. 24. De algemene vergadering beslist, met inachtneming van de bepalingen van artikel 23, over de ontbinding van de Maatschappij, stelt een of meer vereffenaars aan en bepaalt hun bevoegdheden.

Na betaling van alle schulden en lasten van de Maatschappij en terugbetaling van de bedragen tot volstorting van de maatschappelijke aandelen, wordt het batig saldo verdeeld ten voordele van de houders van B- en van C-aandelen, ten belope van maximum het aandeel in het batig saldo dat beantwoordt aan de verhouding tussen enerzijds het aantal B- en C-aandelen en anderzijds het aantal A-aandelen, met inbegrip der aandelen die het kapitaal niet vertegenwoordigen.

Het saldo wordt ter beschikking gehouden van de algemene vergadering die er een bestemming zal aan geven rekening houdend met het doel waarvoor de Maatschappij werd opgericht.

De ontbinding van de vennootschap moet goedgekeurd worden door de Koning, op voorstel van de Executieve van het Brussels Gewest.

Art. 25. § 1. In alle bestuursorganen van de Maatschappij wordt een vertegenwoordiging verzekerd van een derde voor de Nederlandse taalrol en twee derden voor de Franse taalrol.

Hetzelfde geldt voor de vertegenwoordiging van de Maatschappij in haar dochtermaatschappij.

§ 2. De voorzitter van de raad van bestuur en de afgevaardigde-bestuurder behoren tot een verschillende taalgroep.

Hetzelfde geldt voor de leidende ambtenaren en voor de leidende adjunct-ambtenaren.

VIII. Overgangsbepalingen

Art. 26. § 1. De onderhavige statuten treden in werking zodra zij door de Koning, op voorstel van de Executieve van het Brussels Gewest, zijn goedgekeurd, behoudens het bepaalde in §§ 2 en 3 hieronder.

§ 2. Van zodra enige wettelijke of reglementaire bepaling in werking treedt die, door wijziging van de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van gemeenten, de bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie in uitvoering waarvan van het kapitaal van de Maatschappij heeft ingeschreven, zou herverdelen, worden in artikel 2, § 1, b) de woorden « Brusselse agglomeratie » vervangen door de woorden « Belgische Staat - Brussels Gewest » en in artikels 6, § 1, 1.a.1 en 8, § 2, 1.A, de woorden « het college van de Brusselse agglomeratie » vervangen door de woorden « de Executieve van het Brussels Gewest ».

De raad van bestuur van de Maatschappij heeft de opdracht om te gepasten tijde de tekst van de statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze paragraaf.

§ 3. De bepalingen van artikel 6, § 1, § 7 en § 8 en van artikels 8 en 10 van de oorspronkelijke statuten, zoals die werden goedgekeurd bij koninklijk besluit van 10 juli 1974, blijven van kracht tot 19 april 1989, datum waarop het lopende mandaat van de leden der algemene vergadering en van de raad van bestuur verstrijkt.

Artikels 6, § 1.A., § 7 en § 9 en artikels 8 en 10 van onderhavige statuten treden op dezelfde dag in werking.

§ 4. Zodra onderhavige statuten door de Koning zijn goedgekeurd, zal de Executieve van het Brussels Gewest een lijst van kandidaten voorstellen waaruit de algemene vergadering van de Maatschappij, daartoe speciaal bijeengeroepen door de raad van bestuur, drie nieuwe bestuurders zal kiezen die in die hoedanigheid aan de huidige bestuurders zullen toegevoegd worden tot wanneer de bepalingen van § 2 van dit artikel in werking zullen treden en ten laatste tot het einde van de lopende mandaten.

De aldus samengestelde raad zal beslissen zoals bepaald in artikel 13 en met het oog hierop worden de leden aangesteld in uitvoering van onderhavige bepaling, toegevoegd aan de groep bedoeld in artikel 8, § 2.1.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 oktober 1987

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,
F.-X. de DONNEA

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J. BASCOUR

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,
J.-L. THYS